

Se passer de l'or noir passe par la modération

Un soutien d'urgence et (déjà) un plan de reconstruction

Nous voulons que l'Ukraine gagne cette guerre », résume von der Leyen, pour justifier l'accumulation de sanctions contre le Kremlin. Toutes ces mesures, juge la cheffe de la Commission, visent à priver l'économie russe « de sa capacité de diversification et de modernisation ». L'UE veut « aider l'Ukraine à se défendre » et imposer « un prix exorbitant à la Russie pour cette guerre », ajoute le vice-président Sefcovic, en charge de la « Prospective ». « Notre force économique nous permet d'adopter des sanctions sans précédent ». Il s'agirait d'assécher progressivement la machine de guerre de Vladimir Poutine, précise le porte-parole en chef de la Commission. « Ce ne sont pas les sanctions seules qui arrêteront la guerre mais elles jouent un rôle crucial ». Le but de l'UE, c'est « d'arrêter cette guerre », poursuit son collègue en charge des Affaires étrangères. Et il reviendra aux Ukrainiens eux-mêmes de déterminer les termes d'une négociation avec l'agresseur – « Malheureusement Poutine n'est pas prêt à faire la paix », relève le porte-parole. Qu'à cela ne tienne ! Peut-être pour soutenir le moral des troupes (ukrainiennes), peut-être par conviction, Ursula von der Leyen esquisse le scénario de l'après : l'aide à la reconstruction du pays ; forcément dans l'hypothèse où l'Ukraine ne tombe pas définitivement aux mains de Moscou. Les besoins seront énormes. « Les écono-

mistes parlent de plusieurs centaines de milliards d'euros », prévient la présidente. « Avec notre aide, les Ukrainiens peuvent reconstruire leur pays pour la prochaine génération. C'est pourquoi je vous propose aujourd'hui de commencer à travailler à un plan de relance ambitieux pour nos amis ukrainiens », a exposé la cheffe de la Commission devant les eurodéputés. Ce plan devrait attirer des investissements massifs pour répondre aux besoins et mener à bien les réformes nécessaires (...) Et, à terme, ce plan ouvrira la voie à l'avenir de l'Ukraine au sein de l'UE ». On sait que Kiev a déposé une demande auprès de l'UE pour obtenir le statut de « candidat » à l'adhésion. La Commission rendra son opinion à ce sujet d'ici la fin juin. Les Etats membres devront ensuite trancher. D'ici là, l'Ukraine assaillie ne pourra continuer à résister sans l'aide financière massive de ses soutiens. Le PIB de l'Ukraine devrait chuter de 30 % à 50 % cette année. Et le FMI estime que le pays aura désormais besoin de 5 milliards d'euros chaque mois, « juste pour pouvoir continuer à fonctionner, payer les pensions et les salaires et financer les services de base », souligne von der Leyen. « Nous devons l'aider, mais nous ne pouvons le faire seuls », plaide-t-elle. Une conférence des donateurs est prévue ce jeudi à Varsovie, pour le secours humanitaire. PHILIPPE REGNIER

L'école, malgré tout

Aidée par sa mère Evgenia, Sasha, 9 ans, suit une scolarité en ligne avec un smartphone au centre caritatif géré par l'église pentecôtiste Awakening, accueillant des évacués des environs près de la ligne de front, à Pokrovske, dans l'est de l'Ukraine. AFP

Pour faire une croix sur le pétrole russe, il ne suffit pas de chercher des sources alternatives. Il faut aussi chercher des technologies alternatives. Et la sobriété en fait partie.

MICHEL DE MUELENAERE

En 2021, 29 % du pétrole importé par la Belgique venaient de Russie. Cette quantité diminue depuis 2010. Pour autant, il ne sera pas simple de s'en passer comme le propose la Commission européenne. A court terme, le premier réflexe est de chercher d'autres sources d'approvisionnement. Le Moyen-Orient, la Norvège, l'Afrique... Pour évidente qu'elle soit, ce n'est pas la seule piste. On peut aussi chercher des alternatives au pétrole – qu'il soit russe ou pas. A moyen et plus long terme, des technologies et de matières premières connues permettraient de prendre le relais de l'or noir, tout en ayant un impact positif sur l'environnement. A très court terme cependant, la plupart des experts le disent : le moyen le plus rapide et le plus sûr de réduire notre dépendance est d'en réduire la consommation. En tout état de cause, il faut une stratégie... Et enclencher la transition au plus vite. D'une certaine manière, l'embargo pétrolier à l'égard de la Russie est un avant-goût de la nécessité de sortir de toutes les énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz) d'ici 2050.

En 2021, explique Jean-Benoît Schrans, porte-parole d'Energia, la fédération du secteur pétrolier, la Belgique a consommé environ 17 millions de tonnes de pétrole. A quoi sert-il ? Pour 11,3 % à la production d'essence, indiquent les Affaires économiques, pour 30,1 % à fabriquer du diesel, 16,5 % pour le gazole de chauffage. Le reste (42,1 % en 2020, 45 % en 2021), est utilisé dans la pétrochimie qui le transforme en plastiques, textiles, peintures, cosmétiques ou médicaments. La Belgique importe également des produits pétroliers (LPG, naphtha, essence, essence d'aviation, kérosène, pétrole lampant, gasoil...); notamment de Russie.

1 Exit le pétrole ?

Une porte de sortie pour les carburants fossiles ? « Ce sera un des secteurs les plus durs », dit Francesco Contino, professeur spécialisé en énergie à l'UCLouvain. Option préférée pour l'instant, l'électrification prendra du temps. Au cours du premier trimestre 2022, 9,3 % des nouvelles immatriculations étaient des « full électriques » (14,8 % de plug-in hybrides, 7,2 d'hybrides) contre encore 49 % pour les essence et 18,7 % diesel. Celles-ci n'ont pas dit leur dernier mot. « En 2030, affirme Schrans, sept voitures sur dix auront toujours un moteur thermique. Il faut aussi les décarboner ». La fédération pétrolière insiste ainsi pour que l'Etat consente des incitants fiscaux aux biocarburants de nouvelle génération.

Actuellement, l'essence et le diesel contiennent environ 10 % de biocarburants « de première génération », abondamment critiqués en raison de leur contribution à la déforestation et de la concurrence qu'ils font à la production alimentaire. Raison pour laquelle les ministres de l'Energie et du Climat veulent leur interdiction. « Il faut ouvrir le champ pour les biocarburants de la deuxième génération, produits notamment à partir de déchets végétaux et animaux, de déchets de bois et d'huiles de cuisson usagées. Le diesel HVO permet de réduire les émissions de CO₂ de 90 % », dit Energia.

« Ce n'est pas ça qui va nous sauver », résume-t-on cependant dans une fédération patronale. Plus cher à produire, ce carburant n'est pas fabriqué en Belgique et il l'est en quantité très insuffisante pour répondre aux besoins actuels. « C'est une filière à développer », plaide le secteur pétrolier. Celui-ci y croit. En 2050, les biocarburants de la deuxième génération pourraient couvrir 30 % des besoins en Europe, dit-on.

L'hydrogène et les fuels synthétiques (produits notamment à partir d'hydrogène et de CO₂) ? Ils pourraient couvrir 40 % des besoins en 2050, soutient Energia. Mais ils restent chers, certains émettent du méthane et du dioxyde d'azote (NO_x). Utiliser de l'électricité pour leur production entraîne de sérieuses pertes d'énergie. Moins efficace donc que d'utiliser directement l'électricité pour faire rouler un véhicule. « Les électrocarburants doivent encore monter en gamme, analyse Marc Frère, professeur à l'UMons, tant en capacité de production que de prix ». « Ce n'est pas parce qu'on en parle qu'ils sont dis-

ponibles », dit Francesco Contino.

Même l'électrification pure et simple interroge : « L'échelle de temps pour convertir le parc n'est pas là, juge le professeur de l'UCLouvain. Et les composants sont de plus en plus chers ». Pour un autre expert, la solution est surtout dans les véhicules électriques « light » (vélos, petites voitures) et pas dans les mastodontes qu'on croise souvent sur nos routes.

2 Libérer le logement ?

Dans le logement, le gaz, qui pouvait être une option au moins transitoire, pêche par son prix et par son impact climatique. L'électricité ? Difficile d'installer rapidement une pompe à chaleur dans chaque habitation. Les pellets ? « Techniquement ça fonctionne, mais si tout le monde y passe, il n'y aura plus de bois et plus de forêt en Belgique », tranche Benjamin Wilkin, patron de l'ASBL Energie Commune. « Cette énergie s'épuise si on la consomme plus vite qu'elle se renouvelle ». Piste archiconnue, mais lente à émerger : une politique d'isolation radicale « qui vise le niveau du neuf », insiste Frère. Le retard qu'accuse notre pays en matière de rénovation des bâtiments n'est plus à démontrer. « La Belgique devrait avoir honte d'elle-même », qualifie un expert d'entreprises. Mais l'affaire est incontournable : « On n'a pas de solution technologique satisfaisante tant qu'on consomme ce qu'on consomme », conclut Wilkin.

3 Vite des bioplastiques ?

La production de plastiques représente 4 % de la consommation de pétrole, indique Jean-Marie Raquez, expert en science des polymères à l'UMons. Théoriquement, on peut substituer entre 30 et 50 % des pétroplastiques par des bioplastiques. Le pétrole serait ici remplacé par de l'amidon tiré de maïs, de pommes de terre, de canne à sucre... « Cela n'a qu'un faible impact au niveau des terres », assure Raquez. Actuellement, les bioplastiques ne représentent qu'1 % des plastiques tirés du pétrole. « Mais ils connaissent une progression importante ». Un prix du pétrole élevé favorise leur percée. Leur niveau de performance peut être équivalent, même si ce n'est pas le cas de tous, ni pour tous les usages et que les sites de production sont pour la plupart hors d'Europe. Mais c'est la réglementation qui est décisive, dit l'expert. Course au recyclage, incorporation d'un pourcentage minimum de plastique recyclé, l'attention des autorités se focalise surtout sur les pétroplastiques. Leur effacement éventuel prendra du temps.

4 En faire moins ?

Des solutions alternatives au pétrole russe ou autre ? « Il n'y en a pas à très court terme », affirment, en chœur, Frère et Contino. « Ce qui existe et peut être développé est valable à moyen terme, à un horizon de 3 à 5 ans, poursuit Wilkin. A très long terme, toutes les solutions sont déjà sur la table ».

« Les prix seront déterminants, souligne un expert. Plus ils seront élevés, plus la sobriété s'impose et les alternatives progressent, parce qu'elles deviennent économiquement rentables ». Sur le long terme, rappelle cependant Michel Huart, maître de conférences à l'ULB, spécialiste en énergie et durabilité, « un monde sans énergie fossile, c'est un monde où on consomme moins. Le nœud principal, c'est la demande en énergie. Actuellement, elle est trop importante pour un système qui n'utiliserait pas d'énergie fossile ». Mais, regrette Wilkin, « il semble qu'on ne puisse se départir de notre niveau de consommation. C'est un discours qu'on n'entend pas ».

